

Communiqué du NPA 65

Rassemblement et manifestation le 9 mars à 11 heures place de la Mairie de TARBES.

RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI, UN POINT C'EST TOUT

Le 9 mars, des manifestations sont prévues partout dans le pays pour exiger le retrait de la loi sur le travail. Le début d'un mouvement important et prolongé jusqu'au retrait de ce projet ? C'est l'objectif que nous devons dès maintenant nous fixer.

Nous ne croyons plus à leurs mensonges

Les défenseurs de la casse du code du travail nous expliquent, la main sur le coeur, qu'ils défendent les chômeurs et que, si les patrons n'embauchent pas c'est parce qu'ils ne peuvent pas licencier facilement. Ah oui ? Mais si le licenciement était si difficile, comment expliquer les centaines de milliers de licenciements l'an dernier et les millions de chômeurs ?

Et comment la suppression d'une visite médicale à l'embauche, le passage de 25 à 10% de la majoration sur les heures supplémentaires, l'aggravation du rythme et de la charge de travail, le fait de faire travailler les apprentis mineurs jusqu'à 10h par jour, et l'ensemble des salariés jusqu'à 12h, entre autres horreurs que comporte cette loi, pourrait-il créer de l'emploi ? Les réactions qui ont suivi ce projet de loi prouvent que nous sommes nombreux à ne plus être dupes de cette petite chanson réactionnaire et pro-patronale.

Compter sur nos propres forces

La première réaction des directions des confédérations nous sont apparues bien timides.

Le premier appel à riposter avait été fixé au...31 mars. Heureusement, des initiatives de la base sont venues bousculer leurs calendriers. L'appel à manifester le 9 mars a fédéré les organisations de jeunesse, et recueilli le soutien de plusieurs syndicats. Cette première journée peut ainsi marquer le début d'une contre-offensive. A condition d'être persuadés que nous représentons une force importante. Preuve en est qu'avant même la première manifestation, le gouvernement a repoussé au 24 mars la présentation de la loi en conseil des ministres. Mais 15 jours qu'il compte aussi bien mettre à profit pour obtenir le soutien de certaines directions syndicales.

Il y a juste dix ans, le gouvernement de l'époque, qui avait une étiquette de droite, voulait imposer le CPE, contrat première embauche, pour les moins de 26 ans, doté d'une période d'essai de deux ans pendant lesquels le patron pouvait licencier comme il voulait. Déjà ! La jeunesse d'abord, puis les salariés, sont descendus massivement dans la rue, passant de 400 000 manifestants en février à 3 millions début avril. Jusqu'au retrait le 10 avril d'une loi déjà votée, et donc abrogée sous les coups de boutoir des manifestants.

C'est donc possible, et aujourd'hui plus que jamais, nécessaire

Il est possible de faire reculer ce gouvernement, sur sa loi pourrie de casse du code de travail, et bien au-delà, car nous avons déjà subi de nombreux reculs, avec les lois Macron et

Rebsamen, pour ne parler que des derniers coups reçus. C'est peut-être le moment de commencer à préparer la riposte, en en discutant sur nos lieux de travail et d'études, en organisant partout assemblées et réunions. C'est à nous de prendre en main nos affaires à la base, sans forcément attendre des mots d'ordre nationaux, qui sont bien timides. Et il est certain que nous ne gagnerons pas par une seule manifestation, aussi massive soit-elle. Valls, droit dans ses bottes, a dit qu'il irait jusqu'au bout. Il faut qu'en face, nous soyons aussi déterminés à obtenir le retrait. Les grandes manifestations de 2010 sur les retraites ont montré leurs limites. Pour prétendre gagner, c'est la grève, le blocage de l'activité économique que nous devons mettre à l'ordre du jour.

Il y va en effet de nos vies, de celles de nos enfants, des générations futures, que ce gouvernement veut donner en pâture, pieds et poings liés, au Medef.

Le NPA 65, TARBES, le 8 mars 2016.